



## Partage de la taxe d'aménagement entre les communes et leur intercommunalité (mise à jour)

Le partage de la taxe d'aménagement a connu plusieurs évolutions en 2022.

Pour rappel, la loi de finances pour 2022 avait rendu obligatoire le partage de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par les communes à leur intercommunalité.

Toutefois, **la 2<sup>ème</sup> loi de finances rectificative pour 2022 est revenue sur cette obligation de partage**. Ainsi, [l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022](#), n'impose plus l'obligation pour les communes de reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement, qu'elles perçoivent, à leur intercommunalité, à compter de 2022 (année où l'obligation avait été inscrite dans la loi de finances pour 2022) ainsi que pour les années à venir. Le partage de la taxe redevient de nouveau une faculté, il n'est plus imposé par la loi lorsque les communes la perçoivent.

À l'inverse, lorsque l'intercommunalité perçoit la taxe d'aménagement, elle est dans l'obligation d'en reverser tout ou partie à leurs communes membres (ou groupements de collectivités), compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

### **Comment est envisagée la situation des collectivités qui auraient d'ores et déjà délibéré sur le partage de la taxe d'aménagement ?**

Le nouveau texte précise que les délibérations prévoyant les modalités de reversement, au titre de 2022 et de 2023, de tout ou partie de la taxe perçue par la commune à l'EPCI dont elle est membre **demeurent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération** (et donc de manière unilatérale<sup>1</sup>) **prise dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022** (qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2022), soit jusqu'au 31 janvier 2023.

Éléments principaux à retenir :

1. Le partage de la taxe d'aménagement, perçue par les communes, redevient facultatif tant pour 2022 que pour 2023 (ce partage reste obligatoire lorsque ce sont les intercommunalités qui perçoivent la taxe) ;
2. Les délibérations des communes et des intercommunalités prises pour le partage de la taxe d'aménagement pour 2022 et/ou 2023 restent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération (les délibérations d'ores et déjà adoptées ne sont pas caduques) ;

<sup>1</sup> Cela a été confirmé par la DGFiP (direction de la législation fiscale) et la DGCL (bureau de la fiscalité) qui transmettront rapidement ces informations à leurs services déconcentrés.

3. Les communes et les intercommunalités, qui ont déjà délibéré pour un partage de la taxe d'aménagement pour 2022 et/ou 2023 et qui souhaitent revenir sur ces dispositions, disposent jusqu'au 31 janvier 2023 pour modifier ou supprimer l'accord de partage. *Nota : la décision de rapporter le partage peut être prise par l'intercommunalité ou chaque commune concernée de manière unilatérale (la loi mentionne en effet qu'une seule délibération permet de revenir sur le partage, ce point a été validé par les services d'État en 2023) ; la décision de modifier l'accord de partage relève de délibérations concordantes des communes et de l'intercommunalité ;*
4. Les collectivités qui souhaitent maintenir le partage de la taxe d'aménagement déterminé pour 2022 et/ou 2023 n'ont pas besoin de délibérer. En effet, ce partage est redevenu facultatif mais il est toujours possible ;
5. Les modalités de partage de la taxe d'aménagement n'ont pas évolué et doivent tenir compte de la charge d'équipements publics et des compétences de l'EPCI.

Pour rappel, ces dispositions sont codifiées :

- concernant les communes (16° du I et 5° du II de l'article 1379 du CGI) : [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000023381099/2023-01-11/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000023381099/2023-01-11/)
- concernant les EPCI (3° du IX de l'article 1379-0 bis du CGI) [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000029355339/2023-01-11/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000029355339/2023-01-11/)

## Quid de la réforme de la taxe d'aménagement ?

Les modalités juridiques de la taxe d'aménagement étaient codifiées aux articles L.331-1 et suivants du code de l'urbanisme. Cependant, la loi de finances pour 2021 a prévu le transfert de la gestion des taxes d'urbanisme à la DGFIP. Ainsi, l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative « *au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive* » change de nombreuses modalités de gestion pour les collectivités, notamment en ce qui concerne les délais de délibération (lien : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045911487>).

Le décret n°2022-1102 du 1<sup>er</sup> août 2022 rend applicable une partie cette ordonnance dès le 1<sup>er</sup> septembre 2022, notamment en ce qui concerne le transfert de gestion de la taxe d'aménagement aux services de la DGFIP (lien : [https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=oQu3Y-LjnZuzins8OYKWD\\_yPpUVXDsxSS7PEreByYJg](https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=oQu3Y-LjnZuzins8OYKWD_yPpUVXDsxSS7PEreByYJg)).

Pour en savoir plus concernant :

- *la réforme de la gestion de la taxe d'aménagement, veuillez consulter les récentes notes de l'AMF sur le sujet : [LIEN](#)*
- *les modalités d'institution de la taxe d'aménagement, veuillez consulter la fiche technique (à jour de l'ordonnance du 14 juin 2022) mise en ligne par les services de l'État : [LIEN](#)*

\* \* \*

# 1 - Synthèse et rappel des principes du partage de TA

## Régime de la taxe d'aménagement

La part intercommunale de la taxe est instituée<sup>2</sup> :

- de plein droit dans les communautés urbaines et les métropoles (dont la métropole de Lyon), à l'exception de la Métropole du Grand Paris<sup>3</sup> ;
- librement, par délibération du conseil communautaire adoptée avant le 1<sup>er</sup> juillet (1<sup>er</sup> octobre pour 2022)<sup>4</sup> de chaque année, dans les autres EPCI compétents en matière de PLUi (communautés de communes et communautés d'agglomération), en lieu et place des communes qu'ils regroupent et avec leur accord exprimé dans les conditions prévues au II de l'article L. 5211-5 du CGCT (majorité qualifiée). La circonstance pour l'EPCI de disposer de la compétence en matière de PLUi ne lui permet pas de ce seul fait de lever automatiquement la taxe d'aménagement, s'il n'adopte pas la délibération spécifique précitée.

La part communale de la TA quant à elle est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols, sauf délibération contraire<sup>5</sup>.

La loi précise que la délibération par laquelle l'organe délibérant de l'EPCI institue la taxe, ou renonce à la percevoir, ne peut être rapportée pendant une durée de trois ans à compter de l'année qui suit celle-ci<sup>6</sup> (*ce délai minimum de trois ans était auparavant appliqué également en cas de suppression de la taxe d'aménagement, ce qui ne semble pas avoir été repris par l'ordonnance du 14 juin 2022*).

**Dans le cas où l'EPCI perçoit la TA, une délibération<sup>7</sup> du conseil communautaire doit obligatoirement prévoir les conditions de reversement de tout ou partie de la taxe perçue par l'EPCI à ses communes membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences<sup>8</sup>.**

**À l'inverse, lorsque la TA est perçue par les communes membres, le reversement de tout ou partie de la TA à l'EPCI (compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences) est facultatif, et décidé par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil communautaire.**

Bien que facultative dans un cas (lorsque la commune perçoit la TA) et obligatoire dans un autre (lorsque l'EPCI perçoit la TA), cette répartition doit être effectuée selon une règle définie par la loi.

---

<sup>2</sup> IX de l'article 1379-0 bis, II de l'article 1635 quater A du code général des impôts

<sup>3</sup> b du 2 de l'article 1656 bis du code général des impôts

<sup>4</sup> La date du vote des délibérations fiscales relatives à la taxe d'aménagement, auparavant au 30 novembre de l'année N pour être appliquées au 1<sup>er</sup> janvier N+1, devront désormais être votées avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année N pour être applicable au 1<sup>er</sup> janvier N+1. À titre transitoire en 2022, le délai pour délibérer sur le vote des taux ou des exonérations est repoussé au 1<sup>er</sup> octobre.

<sup>5</sup> I de l'article 1635 quater A du code général des impôts

<sup>6</sup> III de l'article 1635 quater A du code général des impôts

<sup>7</sup> Prise avant le 1<sup>er</sup> juillet pour être applicables à compter de l'année suivante.

<sup>8</sup> 3° du IX de l'article 1379-0 bis du code général des impôts

## **Comment déterminer la quote-part à verser à l'EPCI quand la commune perçoit la taxe d'aménagement ?**

Le 16° du I de l'article 1379 du CGI et le 5° du II du même article disposent que :

« **Sur délibérations concordantes, prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A bis, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, **compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence** ».**

Le texte laisse une marge d'appréciation locale, qui se traduit par un accord par délibérations concordantes (à la majorité simple) du conseil municipal (commune ayant institué la taxe) et du conseil communautaire, **en tenant compte de la charge des équipements publics relevant à chacun**. Cela peut donc se traduire par le reversement d'un pourcentage, d'un montant ou d'une fraction, etc.

Ce partage peut tout à fait s'inscrire dans la définition du pacte financier et fiscal du territoire ; celui-ci peut prévoir des contreparties, par exemple, pour les communes qui peuvent perdre des montants parfois importants de TA (ex : fonds de concours, DSC, etc.).

### **Quand doit-on délibérer sur les règles de répartition de la TA ?**

1/ Les délibérations concernant le partage de la taxe d'aménagement de 2022 entre les communes (qui ont déjà institué la taxe l'année dernière ou les années précédentes) et leur communauté devaient intervenir jusqu'au 31 décembre 2022 pour une application dès 2022.

2/ Les délibérations concernant le partage de la taxe d'aménagement de 2023 devaient également intervenir jusqu'au 31 décembre 2022 pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023.


3/ À compter de 2023, la date limite de délibération des communes et de leur intercommunalité portant sur le partage de la taxe d'aménagement (modification de la répartition ou nouveau partage) est le **30 juin d'une année N pour une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante (N+1)**. Par exemple : pour le partage de la TA de 2024, les délibérations fixant les modalités de répartition entre les communes et l'intercommunalité devront intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**Les délibérations de partage de la taxe d'aménagement produiront leurs effets tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées (cf.VI de l'article 1639 A bis du Code général des impôts).**

Enfin, le II de [l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022](#) dispose que les délibérations prévoyant les modalités de reversement, au titre de 2022 et de 2023, de tout ou partie de la taxe perçue par la commune à l'EPCI dont elle est membre **demeurent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération** (et donc de manière unilatérale) **prise dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022** (qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2022), soit avant le 1<sup>er</sup> février 2023.

## Synthèse des situations possibles

- **Si un territoire (communes et EPCI) a déjà délibéré sur une règle de partage de la TA pour 2022 et/ou pour 2023**, celle-ci continuera de s'appliquer les années suivantes. Il est conseillé de s'assurer que la délibération mentionne que cette répartition s'applique « *tant qu'elle n'est pas modifiée* » ou comporte la mention « *à compter de 2022* ». Le changement de régime juridique lié à l'ordonnance du 14 juin 2022 n'emporte pas d'obligation de re-délibérer avec effet à compter de 2023 si les modalités de répartition restent inchangées en 2022 et les années suivantes. Enfin, si une commune (ou une intercommunalité) ne souhaite pas partager sa TA compte tenu des modifications apportées par la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022, ces délibérations peuvent être rapportées par une délibération (et donc de manière unilatérale) prise dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022 (qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2022), c'est à dire jusqu'au 31 janvier 2023.  
Il est également possible de modifier cette répartition jusqu'au 31 janvier 2023 mais cela nécessite un accord concordant entre l'EPCI et les communes concernées.
- **Si un territoire (communes et EPCI) n'a pas encore délibéré au titre du partage de la TA pour 2022 ou pour 2023**, il est trop tard pour le faire puisque les collectivités pouvaient délibérer jusqu'au 31 décembre 2022 sur les modalités de reversement.  
**Si seulement une partie des communes concernées avait délibéré** : la ou les commune(s) qui ne souhaite(nt) plus partager la TA avec l'intercommunalité, compte tenu des modifications apportées par la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022, peuvent délibérer et rapporter leur décision (de manière unilatérale) dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la 2<sup>ème</sup> LFR pour 2022 (qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2022), soit jusqu'au 31 janvier 2023. Il est également possible de modifier cette répartition jusqu'au 31 janvier 2023 mais cela nécessite un accord concordant entre l'EPCI et les communes concernées.
- **Si un territoire a déjà délibéré sur la règle de partage de la TA antérieurement à 2022**, cette décision continuera de s'appliquer pour les années à venir. En effet, les délibérations de partage de la taxe d'aménagement produiront leurs effets tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées (cf. VI de l'article 1639 A bis du Code général des impôts). Toute modification ou annulation de ces accords nécessitera des délibérations concordantes de l'intercommunalité et des communes concernées dans les délais définis par la loi (avant le 1<sup>er</sup> juillet d'une année N pour application au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1).

 Attention : ces délais ne concernent que le partage de la TA entre communes et EPCI ; ils ne concernent pas les délibérations relatives à l'institution ou au taux de la taxe d'aménagement (dont la date butoir pour 2023 était le 1<sup>er</sup> octobre 2022).

### Remarque :

Si la loi est revenue sur l'obligation de reversement de la part communale de la TA, on notera que, sous réserve de l'appréciation du juge administratif, l'absence totale de reversement de la taxe d'aménagement pourtant générée par l'aménagement de zones exclusivement financées par la communauté pourrait être contestée. (Cf. QE n° 9085 –JOAN du 07/05/2013 : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-9085QE.htm>).